

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



DUMAS RECUPERATION SARL

384 chemin de la Coste
Hameau de Colombier
30200 Sabran

Références :
Code AIOT : 0006605296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement DUMAS RECUPERATION SARL implanté Parc d'activités de Bernon Route Michel Ledrappier 30330 Tresques. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est organisée dans le cadre du récolement à certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation du 09/10/2012 et complémentaire du 28/10/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUMAS RECUPERATION SARL
- Parc d'activités de Bernon Route Michel Ledrappier 30330 Tresques
- Code AIOT : 0006605296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que l'installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage, exploités par la SARL DUMAS RECUPERATION à TRESQUES,

sont réglementés par l'arrêté préfectoral n° 12.135N du 9 octobre 2012 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°13.177N du 28 octobre 2013, au titre des rubriques listées ci-après de la nomenclature des installations classées :

- 2712-1-b, Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, sous le régime de l'enregistrement, pour une surface de 5026 m²;
- 2713-1, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux sous le régime de l'autorisation, pour une surface de 1570 m²;
- 2718-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux sous le régime de l'autorisation, pour une quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents de 61 t 60 t de batteries et 1 t de DDD);
- 2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux sous le régime de l'autorisation, pour une quantité de déchets traités de 45 t/j;
- 2714-2, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, sous le régime de la déclaration, pour un volume susceptible d'être présent sur l'installation de 210 m³;
- 2716-2, Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes sous le régime de la déclaration, pour un volume susceptible d'être présent sur l'installation de 120 m³.

L'agrément n°PR 30.00025.D délivré à la SARL DUMAS RECUPERATION pour ses installations de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage a été renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 19.023N du 15 février 2019.

L'établissement comprend :

- une zone Recyclage Métaux – Déchets Non Dangereux (DND) – Déchets Dangereux de 7 012 m², constituée de :

- un bâtiment de 570 m² comprenant :
 - une zone de tri
 - une zone de stockage de DND
 - une zone de stockage de métaux
 - une zone de stockage de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE)
 - une armoire pour les Déchets Diffus Dangereux (DDD)
 - une zone de stockage des batteries
- une aire extérieure de stockage de métaux d'environ 1 500 m²
- une aire extérieure de stockage de DEEE d'environ 100 m²
- une presse cisaille
- des zones de stockage de bennes vides ou pleines (étanches)
- une zone de déchargement pour les véhicules légers
- un pont-bascule

- une zone VHU, non accessible au public, de 5 926 m², constituée de :

- un atelier de dépollution de VHU, d'une superficie d'environ 594 m² comprenant :
 - une aire de dépollution/réparation de véhicules
 - un stockage sur racks de pièces détachées
 - des containers sur rétention pour le stockage des huiles et fluides récupérés lors des opérations de dépollution
 - une aire de distribution de carburant
 - une aire de lavage haute pression
- 2 zones de stockage de VHU non dépollués
- une aire de stockage des VHU dépollués

- une zone Bureaux/Véhicules d'occasion/Pièces détachées, de 6 294 m², constituée de :

- un bâtiment en R+1 de 1 076 m² comprenant :
 - un hall d'exposition de véhicules
 - deux boxes d'entretien de véhicules
 - un magasin de pièces détachées

- des locaux sociaux (vestiaires, sanitaires, réfectoire)
- des bureaux
- une aire pour les véhicules d'occasion
- une aire pour les véhicules d'assurance, en attente de décision (non accessible au public)
- des parkings (clients et personnel).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations et conditions d'exploitation
- stratégie de défense contre l'incendie
- prévention des pollutions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Conception de l'atelier VHU	AP Complémentaire du 28/10/2013, article 1.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Conformité aux plans et données techniques du dossier - Modifications	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Clôtures.	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 2.1.4.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Localisation des emplacements dédiés aux VHU.	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 3.5.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Rejets	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.9.2.	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
17	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.16.	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
18	Accès, voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 2.1.6.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Liste des installations classées de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
6	Liste des déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.3.	/	Sans objet
9	Prélèvement et consommation en eaux	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.2.	/	Sans objet
10	Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.7.	/	Sans objet
12	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.9.4.	/	Sans objet
13	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.10.1.	/	Sans objet
14	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.10.2.	/	Sans objet
15	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.10.	/	Sans objet
16	Entretien des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.13.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater que des modifications notables ont été apportées aux installations, concernant l'implantation des zones sur lesquelles sont exercées les différentes activités autorisées par rapport aux éléments du dossier de demande d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone Recyclage Métaux – Déchets Non Dangereux (DND) – Déchets Dangereux de 7 012 m2, constituée de : <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment de 570 m2 comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une zone de tri ◦ une zone de stockage de DND ◦ une zone de stockage de métaux ◦ une zone de stockage de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) ◦ une armoire pour les Déchets Diffus Dangereux (DDD) ◦ une zone de stockage des batteries • une aire extérieure de stockage de métaux d'environ 1 500 m2 • une aire extérieure de stockage de DEEE d'environ 100 m2 • une presse cisaille • des zones de stockage de bennes vides ou pleines (étanches) • une zone de déchargement pour les véhicules légers • un pont-bascul - une zone VHU, non accessible au public, de 5 926 m2, constituée de : <ul style="list-style-type: none"> • un atelier de dépollution de VHU, d'une superficie d'environ 594 m2 comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une aire de dépollution/réparation de véhicules ◦ un stockage sur racks de pièces détachées ◦ des containers sur rétention pour le stockage des huiles et fluides récupérés lors des opérations de dépollution ◦ une aire de distribution de carburant ◦ une aire de lavage haute pression • 2 zones de stockage de VHU non dépollués • une aire de stockage des VHU dépollués <p>[...]</p>
<p>Constats : La visite du site a conduit l'inspection à constater que des modifications notables ont été apportées aux aménagements par rapport au plan initial de la demande d'autorisation, en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déplacement de la zone dédiée aux activités du centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, initialement prévue sur la moitié sud de la parcelle 303, vers le nord-ouest de cette parcelle, au centre du site; cette zone se réduit aux aires extérieures de stockage de métaux, de DEEE et de bennes vides ainsi qu'à la presse cisaille des métaux, et au pont-bascul, le bâtiment de 570 m2 prévu pour le tri et le stockage de DND, de métaux, de DEEE, de DDD et de batteries n'a pas été réalisé; - les zones de stockage des VHU non dépollués prévues au nord de la parcelle 303 ont été déplacées sur la parcelle 302, à côté des auvents abritant l'atelier de dépollution et de démontage des VHU, à la place de la zone initialement dédiée à l'activité de vente de véhicules d'occasion qui n'est plus exercée sur le site; - les seuls bâtiments fermés présents, d'environ 193 m2, implantés sur la parcelle 302 à l'entrée du site, abritent les bureaux et le magasin des pièces détachées; le bâtiment prévu en R+1 de 1076 m2 n'a pas été réalisé; - l'atelier de dépollution de VHU de 594 m2 était encore en travaux, seuls la toiture et une partie de la façade nord étaient en place sur une nouvelle dalle bétonnée fraîchement posée; - des VHU dépollués étaient entreposés sur toute la moitié sud de la parcelle 303, à la place de la zone dédiée aux activités du centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux. <p>La consistance des installations actuelles diffère de celle qui a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 28/10/2013.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 28/10/2013.</p>

Observations : L'exploitant a déclaré qu'il attendait de connaître les nouvelles dispositions réglementaires encadrant l'accueil des VHU électriques pour déposer un porter à connaissance global des modifications opérées.

Il devra néanmoins déposer ce dossier, accompagné de tous les éléments d'appréciation, dans un délai de 6 mois. Ce dossier précisera également toutes les activités autorisées en 2012 qu'il n'a pas mis en oeuvre et dont l'autorisation est de ce fait devenue caduque, notamment le centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux de DIB et de déchets non dangereux non inertes (rubriques 2714-2 et 2716-2).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Conception de l'atelier VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/10/2013, article 1.2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'atelier VHU est implanté sous un auvent constitué de :

- structure en béton armé stable au feu 2 heures (R 120),
- toiture bac acier,
- dalle en béton avec pente de récupération des eaux de lavage.

Constats : L'inspection a constaté que l'auvent abritant l'atelier VHU est constitué d'une simple structure métallique et non en béton armé.

Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 1.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 octobre 2013 susvisé, modifiant l'article 8.5. de l'arrêté d'autorisation du 9 octobre 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conformité aux plans et données techniques du dossier - Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.4.
Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article R 512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La visite du site a conduit l'inspection à constater que des modifications notables ont été apportées par l'exploitant aux installations, sans avoir été portées au préalable à la connaissance de la préfète du Gard, avec tous les éléments d'appréciation. Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2012 susvisé.
Observations : L'exploitant devra déposer un porter à connaissance auprès de la préfecture du Gard dans un délai de 6 mois, pour régulariser les modifications réalisées sur son site, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Liste des installations classées de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de classement des installations: Rubriques 2712 (E), 2713-1 (E), 2718-1 (A GF), 2791-1 (A GF), 2714-2 (D), 2716-2 (D).
Constats : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de dépassement de seuil par rapport aux rubriques de la nomenclature des ICPE concernées par les installations et aux régimes applicables à ces rubriques. Par courriel du 18/04/2023, l'exploitant a fourni un inventaire de son stock de VHU et de déchets de métaux au jour de l'inspection, confirmant les constats réalisés sur le terrain.
Observations : L'exploitant a informé l'inspection de son projet de développer son activité de transit, regroupement et tri de DEEE, qui pourrait conduire à un changement de classement du site. Il est nécessaire que l'exploitant dépose un dossier de porter à la connaissance, avec tous les éléments d'appréciation, auprès du sous-préfet d'Alès qui fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires ou adaptera l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. [...]
Constats : Il a été constaté la présence de 3 détecteurs de fumées dans les locaux fermés situés à l'entrée du site : l'accueil, le couloir et le local informatique. Les autres locaux techniques ne sont pas fermés (auvents).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls sont admis sur le site les déchets listés ci-après, et selon les quantités et modalités d'entreposage définies comme suit : Tableau des déchets admissibles sur le site avec quantités annuelles réceptionnées et maximales stockées sur le site.(voir Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 1.2.3.)
Constats : Il a été constaté, sur la déclaration GEREPE de l'exploitant pour l'année 2022, que la quantité de transformateurs dépollués (code déchets 16 02 14) réceptionnée sur son site en 2022 était de 177 tonnes, ce qui a dépassé la quantité maximale autorisée de 100 t/an. L'exploitant a déclaré que ce dépassement était exceptionnel, car dû à un lot non prévu arrivé en décembre, et qu'il a mis depuis en place un logiciel qui lui permet de mieux gérer l'activité de l'établissement.
Observations : L'exploitant veillera à ne plus dépasser les quantités maximales des déchets admis dans son établissement. Ce point fera l'objet d'une vérification et des suites pourront être proposées en cas de récurrence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Clôtures.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 2.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins. [...] En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit et toutes les issues sont fermées à clé.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une clôture, grillagée ou pleine, d'au moins 2 m de hauteur autour du site, fermée en dehors des heures ouvrées par 3 portails. Toutefois, il a été constaté qu'une partie de la bordure de la plateforme située au nord-ouest du site était dépourvue de clôture sur quelques mètres et présentait ainsi une possibilité d'accès depuis l'extérieur.
Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 2.1.4. de l'arrêté préfectoral du 09/10/2012 susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Localisation des emplacements dédiés aux VHU.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les véhicules usagés sont dépollués au moment de leur arrivée sur le site. A défaut, ils sont stockés sur deux aires bétonnées de 150 m² chacune prévues à cet effet et situées à proximité de l'atelier de dépollution (au maximum 36 véhicules).[...]</p> <p>Le stockage des VHU dépollués est réalisé sur des aires bétonnées extérieures en attente de transfert des véhicules vers une installation de broyage dûment agréée.</p> <p>Le stockage des pièces détachées, susceptibles de générer une pollution (notamment les moteurs) est réalisé dans des bacs étanches et à l'abri des intempéries.[...]</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que la plupart des véhicules usagés présents sur le site lors de la visite étaient dépollués, hormis une trentaine de véhicules non encore dépollués, entreposés sur une aire bétonnée extérieure d'environ 300 m² à proximité de l'atelier de démontage actuel.</p> <p>Il a été constaté également que les pièces détachées, susceptibles de générer une pollution (notamment les moteurs) étaient stockées dans des bacs étanchés abrités sous des auvents.</p> <p>Toutefois il a été constaté que les VHU dépollués stockés sur le site en attente de transfert étaient entreposés sur la partie sud non bétonnée de la parcelle 303. L'exploitant a déclaré que ce stockage était temporaire, en attendant que la nouvelle dalle de béton prévue pour leur stockage soit terminée.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 3.5.1. de l'arrêté préfectoral du 09/10/2012 qu'il convient de corriger rapidement, sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prélèvement et consommation en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau de l'établissement sont satisfaits à partir de prélèvements effectués sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Tresques.</p> <p>Les quantités d'eau prélevées, sont limitées à environ 400 m³/an.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les factures d'eau correspondant à sa consommation en eau, prélevée exclusivement sur le réseau d'eau potable communal, qui a représenté un volume de 57 m³ en 2021 et de 103 m³ en 2022 (dernière facture du 03/02/2023). Ces prélèvements correspondent à ses besoins sanitaires, en l'absence de lavage réalisée sur son site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les débourbeurs-séparateurs sont nettoyés par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : La dernière intervention de nettoyage et de vidange du débourbeur séparateur d'hydrocarbures traitant les eaux pluviales issues du parc des VHU et des ferrailles a eu lieu le 30/03/2023, comme en atteste le rapport établi par la société spécialisée CHIMIREC MALO présenté à l'inspection. Le BSD du 30/03/2023 relatif au suivi des boues issues de cette vidange édité par Track Déchets a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.9.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les eaux pluviales rejetées dans le réseau d'eaux pluviales doivent respecter les valeurs du tableau ci-après :</p> pH : 5,5 à 8,5 Température : 30°C [...] <p>MEST : 100 mg/l DBO5 : 100 mg/l DCO : 300 mg/l Azote total : 15 mg/l Phosphore total : 2 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l Indice phénols : 0,3 mg/l Chrome hexavalent : 0,1 mg/l Cyanures totaux : 0,1 mg/l AOX : 5 mg/l Arsenic : 0,1 mg/l Métaux totaux : 15 mg/l</p>
Constats : Les résultats des analyses réalisées sur des prélèvements effectués en date du 15/09/2022 sur les rejets d'eaux pluviales en sortie du débourbeur séparateur d'hydrocarbures par le laboratoire CERECO ont été présentés à l'inspection. Ces résultats respectent les valeurs limites définies à l'article 4.9.2. sur tous les paramètres affichés dans le rapport. Toutefois il a été constaté que les résultats d'analyse concernant certains des paramètres prescrits à l'article 4.9.2. n'apparaissent pas dans le rapport: il s'agit de NGL, Pt, AOX et arsenic. L'exploitant a déclaré que ces paramètres faisaient pourtant partie du devis transmis par CERECO et a contacté cette société pour obtenir le rapport complet. Le constat établi constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.9.2. de l'arrêté préfectoral du 09/10/2012 susvisé qu'il convient de corriger rapidement en transmettant sous quinzaine un rapport complet comportant tous les résultats d'analyse prescrits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.9.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures en concentration doivent être effectuées sur un échantillon prélevé sur une période représentative du fonctionnement des installations pour ce qui concerne le lavage et durant un épisode pluvieux d'amplitude pour le contrôle sur les eaux météoriques.[...] Les paramètres à contrôler sont ceux de l'article 4.9.2. Les analyses sont réalisées selon une périodicité annuelle.
Constats : Les dernières analyses des rejets des eaux météoriques ont été réalisées le 15/09/2022. Il n'y a pas de lavage réalisé sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.10.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.[...] Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, rejetées dans des conditions conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou sont éliminés comme des déchets.[...]
Constats : L'inspection a constaté que le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets est constitué d'une dalle bétonnée étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Il a été également constaté que la nouvelle dalle bétonnée qui vient d'être mise en place sur la partie nord-est du site, sur la zone dédiée aux VHU, est étanche, incombustible et comporte 2 pentes orientant les écoulements vers deux débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures, l'un pour l'auvent, l'autre en-dehors.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 4.10.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention, stockés dans des lieux couverts. Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.[...]
Constats : L'inspection a constaté que les batteries sont entreposées dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts, et que les fluides extraits des véhicules hors d'usage sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans l'atelier actuel de démontage et dépollution protégé par un auvent et dont le sol étanche est raccordé à un déboureur séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]
Constats : Le dernier rapport de vérification des équipements électriques établi par la société spécialisée PREVENCO en date du 02/08/2022 a été présenté à l'inspection, il comportait 6 observations. Des travaux de mise en conformité des équipements électriques ont été effectués le 21/10/2022 par la société SCOTTI DISTRIBUTION ELECTRIC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.13.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
Constats : Sur le registre de sécurité présenté à l'inspection, la dernière vérification des moyens de secours de l'établissement a été réalisée en date du 15/03/2023, sur 34 extincteurs, dont 22 répartis sur le site et les autres dans les véhicules. L'exploitant a déclaré que son personnel d'exploitation a été initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention. Il a transmis à l'inspection par courriel du 19/04/2023 une attestation de formation de recyclage à la prévention du risque incendie et à la manipulation des extincteurs délivrée à Mme DUMAS Emmanuelle par l'organisme CEFOTEC SUD en date du 01/07/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 8.16.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de l'établissement sont débroussaillés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010-117-6 du 27 avril 2010 relatif à la prévention des incendies de forêts .
Constats : L'inspection a constaté que les abords de l'établissement sont insuffisamment débroussaillés sur sa façade Est au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010-117-6 du 27 avril 2010 relatif à la prévention des incendies de forêts. L'exploitant indique que ce terrain ne lui appartient pas et que des chèvres y paissent. Toutefois l'arrêté préfectoral du 27 avril 2010 susmentionné (article 8) l'autorise à réaliser ce débroussaillage dans le cas où il n'est pas réalisé par le propriétaire de la parcelle concernée.
Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 8.16. de l'arrêté préfectoral du 09/10/2012 susvisé à corriger rapidement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 18 : Accès, voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2012, article 2.1.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les bâtiments et leurs abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance. Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont revêtues (béton, bitume, etc.) et convenablement nettoyées. [...]
Constats : L'inspection a constaté que les bâtiments et leurs abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours, et que les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés et entretenus pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté sur l'ensemble du site. Toutefois, il a été constaté que sur la moitié sud de la parcelle 303, où sont entreposés temporairement les véhicules dépollués dans l'attente de la fin des travaux, les voies de circulation ne sont pas revêtues (béton, bitume, etc.), ni les aires de stationnement des véhicules dépollués. Ce constat constitue un fait non conforme à certaines dispositions de l'article 2.1.6. de l'arrêté préfectoral du 09/10/2012 susvisé, qu'il convient de corriger sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois











